

## **Assemblée générale de l'OMPI**

**Quarantième session (20<sup>e</sup> session ordinaire)  
Genève, 26 septembre – 5 octobre 2011**

### **RECOMMANDATION RELATIVE À LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE SUR LA PROTECTION DES INTERPRÉTATIONS ET EXÉCUTIONS AUDIOVISUELLES**

*Document établi par le Secrétariat*

1. Le Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR) est convenu, à sa vingt-deuxième session, tenue du 15 au 24 juin 2011, de recommander à l'Assemblée générale de reprendre la conférence diplomatique de 2000 laissée en suspens, étant entendu que le texte du traité finalisé devrait comprendre : a) les 19 articles provisoirement adoptés, y compris les déclarations communes existantes (reproduites dans l'annexe II); b) le nouvel article 12 tel qu'il a été approuvé par consensus à la vingt-deuxième session du SCCR (reproduit dans l'annexe III); et c) trois déclarations communes supplémentaires qui doivent être rédigées en rapport avec l'article premier et les articles 2 et 15 afin de répondre à certaines préoccupations soulevées par les États membres. La délégation de la République bolivarienne du Venezuela a approuvé les conclusions mais s'est réservé le droit de revoir sa décision sur ce point au cours de l'Assemblée générale de 2011 de l'OMPI.

2. Les nouvelles déclarations communes visent à réaffirmer l'engagement des États membres en faveur des principes, objectifs et politique en matière de concurrence définis dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC); à préciser le rapport entre le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT) et le présent traité; à mieux définir les artistes interprètes ou exécutants protégés en vertu du présent traité; et à préciser le rapport entre les articles 13 et 15.

3. Le comité est également convenu de faire figurer dans le préambule du traité une clause additionnelle témoignant de l'importance du Plan d'action pour le développement.
4. Les États membres se sont engagés à prévoir un délai pour discuter et se concerter au sujet du texte des déclarations communes et de la clause additionnelle dans le préambule. Il a également été convenu que les déclarations communes et la clause additionnelle devraient être soumises dans un délai de six mois au plus tôt et d'un mois au plus tard avant la reprise de la conférence diplomatique.

*5. L'Assemblée générale est invitée à prendre une décision en ce qui concerne la Conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles qu'il est proposé de tenir, conformément aux recommandations figurant à l'annexe I.*

[Les annexes suivent]

## RECOMMANDATIONS

L'Assemblée générale de l'OMPI,

*Considérant* que la conférence diplomatique de 2000 sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles réunie en séance plénière a adopté un accord provisoire sur 19 articles, mais n'a pu parvenir à un consensus sur la question de la cession des droits de l'artiste interprète ou exécutant au producteur;

*Considérant* que la conférence diplomatique de 2000 réunie en séance plénière a recommandé à l'Assemblée générale, à sa session de 2001, de convoquer à nouveau la conférence diplomatique en vue de la conclusion d'un accord sur les questions restant à régler, et que l'Assemblée générale a décidé de poursuivre les consultations sur les divergences qui subsistaient et sur les moyens de les surmonter, et que ce point est resté à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis 2001;

*Considérant* que les discussions menées depuis 2000 entre les parties prenantes et les gouvernements ont permis d'aboutir à une vision commune des questions en suspens, notamment en ce qui concerne la cession des droits de l'artiste interprète ou exécutant au producteur; et

*Considérant* les conclusions adoptées par le Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes à sa vingt-deuxième session, tenue à Genève du 15 au 24 juin 2011; adopte à l'unanimité les recommandations suivantes :

1. Conférence diplomatique

a) Dénomination de la conférence diplomatique

Conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles

b) Lieu

La conférence se tiendra à Genève, à moins que le comité préparatoire décide d'accepter la proposition d'un État membre d'accueillir la conférence diplomatique, auquel cas elle se tiendra dans le pays concerné.

c) Dates

Une ou deux semaines en juin ou juillet 2012.

d) Mandat de la conférence diplomatique

Le mandat de la conférence diplomatique sera d'adopter :

- les 19 articles adoptés provisoirement à la Conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles (du 7 au 20 décembre 2000), y compris les déclarations communes correspondantes (reproduites dans l'annexe II), qui, selon les conclusions du SCCR à sa vingt-deuxième session, devraient figurer intégralement dans le texte final du traité;

- le nouvel article 12 approuvé par consensus à la vingt-deuxième session du SCCR (reproduit dans l'annexe III de la présente décision);
- les dispositions administratives et finales;
- trois déclarations communes supplémentaires qui doivent être rédigées en rapport avec l'article premier et les articles 2 et 15 afin de répondre à certaines préoccupations soulevées par les États membres (les propositions doivent être soumises dans un délai de six mois au plus tôt et d'un mois au plus tard avant la conférence diplomatique); et
- une clause additionnelle dans le préambule témoignant de l'importance du Plan d'action pour le développement (les propositions doivent être soumises dans un délai de six mois au plus tôt et d'un mois au plus tard avant la conférence diplomatique).

## 2. Travaux préparatoires

- a). Le comité préparatoire de la Conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles se réunira en novembre 2011, de préférence en marge de la vingt-troisième session du SCCR.
- b). Le comité préparatoire approuvera le projet de règlement intérieur de la conférence diplomatique, la proposition récapitulative des dispositions de fond du traité, la proposition de base concernant les dispositions administratives et finales du traité, la liste des États et organisations à inviter à la conférence diplomatique et le texte des projets de lettres d'invitation, ainsi que tout autre document ou question d'organisation en rapport avec la conférence diplomatique.

[L'annexe II suit]

Projet  
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions audiovisuelles

## TABLE DES MATIÈRES

Préambule

Article premier : Rapports avec d'autres conventions et traités

Article 2 : Définitions

Article 3 : Bénéficiaires de la protection

Article 4 : Traitement national

Article 5 : Droit moral

Article 6 : Droits patrimoniaux des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions non fixées

Article 7 : Droit de reproduction

Article 8 : Droit de distribution

Article 9 : Droit de location

Article 10 : Droit de mettre à disposition des interprétations ou exécutions fixées

Article 11 : Droit de radiodiffusion et de communication au public

Article 12 :

Article 13 : Limitations et exceptions

Article 14 : Durée de la protection

Article 15 : Obligations relatives aux mesures techniques

Article 16 : Obligations relatives à l'information sur le régime des droits

Article 17 : Formalités

Article 18 : Réserves et notifications

Article 19 : Application dans le temps

Article 20 : Dispositions relatives à la sanction des droits

## Préambule

Les Parties contractantes,

Désireuses de développer et d'assurer la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions audiovisuelles d'une manière aussi efficace et uniforme que possible,

Reconnaissant la nécessité d'instituer de nouvelles règles internationales pour apporter des réponses appropriées aux questions soulevées par l'évolution constatée dans les domaines économique, culturel et technique,

Reconnaissant que l'évolution et la convergence des techniques de l'information et de la communication ont une incidence considérable sur la production et l'utilisation des interprétations et exécutions audiovisuelles,

Reconnaissant la nécessité de maintenir un équilibre entre les droits des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions audiovisuelles et l'intérêt public général, notamment en matière d'enseignement, de recherche et d'accès à l'information,

Reconnaissant que le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, fait à Genève le 20 décembre 1996, n'étend pas la protection aux interprétations ou exécutions audiovisuelles des artistes interprètes ou exécutants,

Se référant à la résolution concernant les interprétations et exécutions audiovisuelles adoptée par la Conférence diplomatique sur certaines questions de droit d'auteur et de droits voisins le 20 décembre 1996,

Sont convenues de ce qui suit :

### Article premier

#### Rapports avec d'autres conventions et traités

- 1) Aucune disposition du présent traité n'emporte dérogation aux obligations qu'ont les Parties contractantes les unes à l'égard des autres en vertu du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes ou de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961.
- 2) La protection prévue par le présent traité laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. En conséquence, aucune disposition du présent traité ne peut être interprétée comme portant atteinte à cette protection.
- 3) Le présent traité n'a aucun lien avec d'autres traités que le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes et s'applique sans préjudice des droits et obligations découlant de tout autre traité.

## Article 2 Définitions

Aux fins du présent traité, on entend par :

- a) “artistes interprètes ou exécutants” les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent, interprètent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques ou des expressions du folklore;
- b) “fixation audiovisuelle” l’incorporation d’une séquence animée d’images, accompagnée ou non de sons ou des représentations de ceux-ci, dans un support qui permette de la percevoir, de la reproduire ou de la communiquer à l’aide d’un dispositif<sup>1</sup>;
- c) “radiodiffusion” la transmission sans fil de sons, d’images ou d’images et de sons, ou des représentations de sons, aux fins de réception par le public; ce terme désigne aussi une transmission de cette nature effectuée par satellite; la transmission de signaux cryptés est assimilée à la “radiodiffusion” lorsque les moyens de décryptage sont fournis au public par l’organisme de radiodiffusion ou avec son consentement;
- d) “communication au public” d’une interprétation ou exécution la transmission au public, par tout moyen autre que la radiodiffusion, d’une interprétation ou exécution non fixée ou d’une interprétation ou exécution fixée sur une fixation audiovisuelle. Aux fins de l’article 11, le terme “communication au public” comprend aussi le fait de rendre audible ou visible, ou audible et visible, par le public une interprétation ou exécution fixée sur une fixation audiovisuelle.

## Article 3 Bénéficiaires de la protection

- 1) Les Parties contractantes accordent la protection prévue par le présent traité aux artistes interprètes ou exécutants qui sont ressortissants d’autres Parties contractantes.
- 2) Les artistes interprètes ou exécutants ne ressortissant pas à l’une des Parties contractantes mais ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l’une d’elles sont, aux fins du présent traité, assimilés aux ressortissants de cette Partie contractante.

## Article 4 Traitement national

- 1) Chaque Partie contractante accorde aux ressortissants d’autres Parties contractantes le traitement qu’elle accorde à ses propres ressortissants en ce qui concerne les droits exclusifs expressément reconnus dans le présent traité et le droit à rémunération équitable prévu à l’article 11 de ce traité.
- 2) Une Partie contractante a la faculté de limiter, quant à l’étendue et à la durée, la protection qu’elle accorde en vertu de l’alinéa 1) aux ressortissants d’une autre Partie contractante, en ce qui concerne les droits reconnus à l’article 11.1) et 2) du présent traité, aux droits dont jouissent à ce titre ses propres ressortissants dans cette autre Partie contractante.

---

<sup>1</sup> Déclaration commune concernant l’article 2.b) : Il est confirmé que la définition de la “fixation audiovisuelle” figurant à l’article 2.b) est sans préjudice de l’article 2.c) du WPPT.

3) L'obligation prévue à l'alinéa 1) ne s'applique pas à une Partie contractante dans la mesure où une autre Partie contractante fait usage des réserves autorisées aux termes de l'article 11.3) du présent traité, de même qu'elle ne s'applique pas à une Partie contractante dans la mesure où celle-ci a fait une telle réserve.

## Article 5

### Droit moral

1) Indépendamment de ses droits patrimoniaux, et même après la cession de ces droits, l'artiste interprète ou exécutant conserve le droit, en ce qui concerne ses interprétations ou exécutions vivantes ou ses interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles

- i) d'exiger d'être mentionné comme tel par rapport à ses interprétations ou exécutions, sauf lorsque le mode d'utilisation de l'interprétation ou exécution impose l'omission de cette mention; et
- ii) de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de ses interprétations ou exécutions préjudiciable à sa réputation, compte dûment tenu de la nature des fixations audiovisuelles.

2) Les droits reconnus à l'artiste interprète ou exécutant en vertu de l'alinéa précédent sont, après sa mort, maintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles la législation de la Partie contractante où la protection est réclamée donne qualité. Toutefois, les Parties contractantes dont la législation, en vigueur au moment de la ratification du présent traité ou de l'adhésion à celui-ci, ne contient pas de dispositions assurant la protection après la mort de l'artiste interprète ou exécutant de tous les droits reconnus en vertu de l'alinéa précédent ont la faculté de prévoir que certains de ces droits ne sont pas maintenus après la mort de l'artiste interprète ou exécutant.

3) Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sont réglés par la législation de la Partie contractante où la protection est réclamée<sup>2</sup>.

## Article 6

### Droits patrimoniaux des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions non fixées

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser, en ce qui concerne leurs interprétations ou exécutions :

- i) la radiodiffusion et la communication au public de leurs interprétations ou exécutions non fixées, sauf lorsque l'interprétation ou exécution est déjà une interprétation ou exécution radiodiffusée; et
- ii) la fixation de leurs interprétations ou exécutions non fixées.

---

<sup>2</sup> Déclaration commune concernant l'article 5 : Aux fins du présent traité et sans préjudice de tout autre traité, il est entendu que, compte tenu de la nature des fixations audiovisuelles et de leur production et distribution, les modifications apportées à une interprétation ou exécution dans le cadre de l'exploitation normale de celle-ci, telles que édition, compression, doublage et formatage, avec ou sans changement de support ou de format, et qui s'inscrivent dans le cadre d'un usage autorisé par l'artiste interprète ou exécutant ne constitueraient pas des modifications au sens de l'article 5.1)ii). Les droits visés à l'article 5.1)ii) ne concernent que les modifications qui, objectivement, sont gravement préjudiciables à la réputation de l'artiste interprète ou exécutant. Il est également entendu que le simple recours à de nouvelles techniques ou de nouveaux supports ou à des techniques ou supports modifiés ne constitue pas en soi une modification au sens de l'article 5.1)ii).



Article 7  
Droit de reproduction

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction directe ou indirecte de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit<sup>3</sup>.

Article 8  
Droit de distribution

1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles par la vente ou tout autre transfert de propriété.

2) Aucune disposition du présent traité ne porte atteinte à la faculté qu'ont les Parties contractantes de déterminer les conditions éventuelles dans lesquelles l'épuisement du droit énoncé à l'alinéa 1) s'applique après la première vente ou autre opération de transfert de propriété de l'original ou d'une copie de l'interprétation ou exécution fixée, effectuée avec l'autorisation de l'artiste interprète ou exécutant<sup>4</sup>.

Article 9  
Droit de location

1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la location commerciale au public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, selon la définition de la législation nationale des Parties contractantes, même après la distribution de ceux-ci par les artistes eux-mêmes ou avec leur autorisation.

2) Les Parties contractantes sont dispensées de l'obligation énoncée à l'alinéa 1), à moins que la location commerciale n'ait mené à la réalisation largement répandue de copies de ces fixations, qui compromette de manière substantielle le droit exclusif de reproduction des artistes interprètes ou exécutants<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Déclaration commune concernant l'article 7 : Le droit de reproduction énoncé à l'article 7 et les exceptions dont il peut être assorti en vertu de l'article 13 s'appliquent pleinement dans l'environnement numérique, en particulier à l'utilisation des interprétations et exécutions sous forme numérique. Il est entendu que le stockage d'une interprétation ou exécution protégée sous forme numérique sur un support électronique constitue une reproduction au sens de cet article.

<sup>4</sup> Déclaration commune concernant les articles 8 et 9 : Aux fins de ces articles, l'expression "original et copies" dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles désignent exclusivement les copies fixées qui peuvent être mises en circulation en tant qu'objets tangibles.

<sup>5</sup> Déclaration commune concernant les articles 8 et 9 : Aux fins de ces articles, l'expression "original et copies" dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles désignent exclusivement les copies fixées qui peuvent être mises en circulation en tant qu'objets tangibles.

#### Article 10

##### Droit de mettre à disposition des interprétations ou exécutions fixées

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public, par fil ou sans fil, de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

#### Article 11

##### Droit de radiodiffusion et de communication au public

- 1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la radiodiffusion et la communication au public de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles.
- 2) Les Parties contractantes peuvent déclarer, dans une notification déposée auprès du directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), qu'elles prévoient, en lieu et place du droit d'autorisation visé à l'alinéa 1), un droit à rémunération équitable lorsque des interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles sont utilisées directement ou indirectement pour la radiodiffusion ou pour la communication au public. Les Parties contractantes peuvent également déclarer qu'elles prévoient dans leur législation les conditions d'exercice du droit à rémunération équitable.
- 3) Toute Partie contractante peut déclarer qu'elle n'appliquera les dispositions des alinéas 1) ou 2) qu'à l'égard de certaines utilisations, ou qu'elle en limitera l'application de toute autre manière, ou encore qu'elle n'appliquera aucune des dispositions des alinéas 1) et 2).

#### Article 12

#### Article 13

##### Limitations et exceptions

- 1) Les Parties contractantes ont la faculté de prévoir dans leur législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants, des limitations ou exceptions de même nature que celles qui y sont prévues en ce qui concerne la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques.
- 2) Les Parties contractantes doivent restreindre toutes les limitations ou exceptions dont elles assortissent les droits prévus dans le présent traité à certains cas spéciaux où il n'est pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'interprétation ou exécution ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'artiste interprète ou exécutant<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Déclaration commune concernant l'article 13 : La déclaration commune concernant l'article 10 (relatif aux limitations et exceptions) du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur est applicable *mutatis mutandis* à l'article 13 (relatif aux limitations et exceptions) du traité.

Article 14  
Durée de la protection

La durée de la protection à accorder aux artistes interprètes ou exécutants en vertu du présent traité ne doit pas être inférieure à une période de 50 ans à compter de la fin de l'année où l'interprétation ou exécution a fait l'objet d'une fixation.

Article 15  
Obligations relatives aux mesures techniques

Les Parties contractantes doivent prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les artistes interprètes ou exécutants dans le cadre de l'exercice de leurs droits en vertu du présent traité et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leurs interprétations ou exécutions, d'actes qui ne sont pas autorisés par les artistes interprètes ou exécutants concernés ou permis par la loi<sup>7</sup>.

Article 16  
Obligations relatives à l'information sur le régime des droits

1) Les Parties contractantes doivent prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui accomplit l'un des actes suivants en sachant, ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre, faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par le présent traité :

- i) supprimer ou modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique;
- ii) distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à la disposition du public, sans y être habilitée, des interprétations ou exécutions ou des copies d'interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation.

2) Dans le présent article, l'expression "information sur le régime des droits" s'entend des informations permettant d'identifier l'artiste interprète ou exécutant, l'interprétation ou exécution ou le titulaire de tout droit sur l'interprétation ou exécution ou des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'interprétation ou exécution, et de tout numéro ou code représentant ces informations, lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à une interprétation ou exécution fixée sur une fixation audiovisuelle<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Déclaration commune concernant l'article 15 : L'expression "mesures techniques qui sont *mises en œuvre par les artistes interprètes ou exécutants*" [pas d'italiques dans l'original] doit, comme c'est le cas pour le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, être entendue au sens large, c'est-à-dire englober les personnes qui agissent au nom des artistes, à savoir leurs représentants, les preneurs de licences ou les cessionnaires, les producteurs, les prestataires de services et les personnes travaillant dans le secteur de la communication ou de la radiodiffusion qui utilisent les interprétations ou exécutions en vertu d'une autorisation.

<sup>8</sup> Déclaration commune concernant l'article 16 : La déclaration commune concernant l'article 12 (sur les obligations relatives à l'information sur le régime des droits) du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur est applicable *mutatis mutandis* à l'article 16 (sur les obligations relatives à l'information sur le régime des droits) du traité.

## Article 17 Formalités

La jouissance et l'exercice des droits prévus dans le présent traité ne sont subordonnés à aucune formalité.

## Article 18 Réserves et notifications

- 1) Sauf dans le cas prévu à l'article 11.3), aucune réserve au présent traité n'est admise.
- 2) Toute déclaration selon l'article 11.2) ou l'article 19.2) peut être faite dans les instruments visés à l'article ..., et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent traité à l'égard de l'État ou de l'organisation intergouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général de l'OMPI ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration.

## Article 19 Application dans le temps

- 1) Les Parties contractantes accordent la protection prévue dans le présent traité aux interprétations ou exécutions fixées existant au moment de l'entrée en vigueur de ce traité et à toutes les interprétations ou exécutions qui ont lieu après son entrée en vigueur à leur égard.
- 2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), une Partie contractante peut déclarer dans une notification déposée auprès du Directeur général de l'OMPI qu'elle n'appliquera pas les dispositions des articles 7 à 11 du présent traité, ou l'une ou plusieurs de ces dispositions, aux interprétations ou exécutions fixées qui existaient au moment de l'entrée en vigueur de ce traité à son égard. Les autres Parties contractantes peuvent limiter, à l'égard de la Partie contractante susvisée, l'application desdits articles aux interprétations ou exécutions qui ont eu lieu après l'entrée en vigueur de ce dernier à l'égard de ladite Partie contractante.
- 3) La protection prévue dans le présent traité est sans préjudice de tout acte accompli, de tout accord conclu ou de tout droit acquis avant l'entrée en vigueur de ce traité à l'égard de chaque Partie contractante.
- 4) Les Parties contractantes peuvent prévoir dans leur législation des dispositions transitoires en vertu desquelles toute personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent traité, a accompli des actes licites par rapport à une interprétation ou exécution peut accomplir par rapport à cette même interprétation ou exécution des actes relevant des droits prévus aux articles 5 et 7 à 11 après l'entrée en vigueur du traité à l'égard des Parties contractantes intéressées.

## Article 20 Dispositions relatives à la sanction des droits

- 1) Les Parties contractantes s'engagent à adopter, en conformité avec leur système juridique, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent traité.

2) Les Parties contractantes feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits prévus par le présent traité, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte à ces droits, y compris des mesures propres à prévenir rapidement toute atteinte et des mesures propres à éviter toute atteinte ultérieure.

[L'annexe III suit]

Article 12  
Cession des droits

Une Partie contractante peut prévoir dans sa législation nationale que, dès lors qu'un artiste interprète ou exécutant a consenti à la fixation de son interprétation ou exécution dans une fixation audiovisuelle, les droits exclusifs d'autorisation prévus aux articles 7 à 11 du présent traité sont détenus ou exercés par le producteur de la fixation audiovisuelle ou cédés au producteur sous réserve d'un accord allant dans le sens contraire conclu entre l'artiste interprète ou exécutant et le producteur de la fixation audiovisuelle selon les conditions prévues par la législation nationale.

Une Partie contractante peut exiger en ce qui concerne les fixations audiovisuelles réalisées conformément à sa législation nationale qu'un tel consentement ou contrat soit conclu par écrit et signé par les deux parties au contrat ou par leurs représentants dûment autorisés.

Indépendamment de la cession des droits exclusifs susmentionnée, l'artiste interprète ou exécutant peut, en vertu de la législation de son pays ou d'accords individuels, collectifs ou autres, jouir du droit de percevoir des redevances ou une rémunération équitable pour l'utilisation de l'interprétation ou exécution, comme prévu dans le présent traité y compris au regard des articles 10 et 11.

[Fin de l'annexe III et du document]